

Le poids de la crise sur l'emploi en Europe

note [hussonet](#) n°20, septembre 2010

L'emploi a cessé de reculer en Europe et la croissance a doucement repris. Tout semble donc rentrer dans l'ordre, doucement et avec quelques incertitudes sur les mois à venir. Mais admettons qu'il en soit ainsi : même dans ce cas, la crise ne sera pas effacée et elle laissera des traces durables sur le front de l'emploi. Pour essayer de mesurer l'impact, on a construit un scénario « sans crise » (voir encadré) auquel on compare l'évolution constatée.

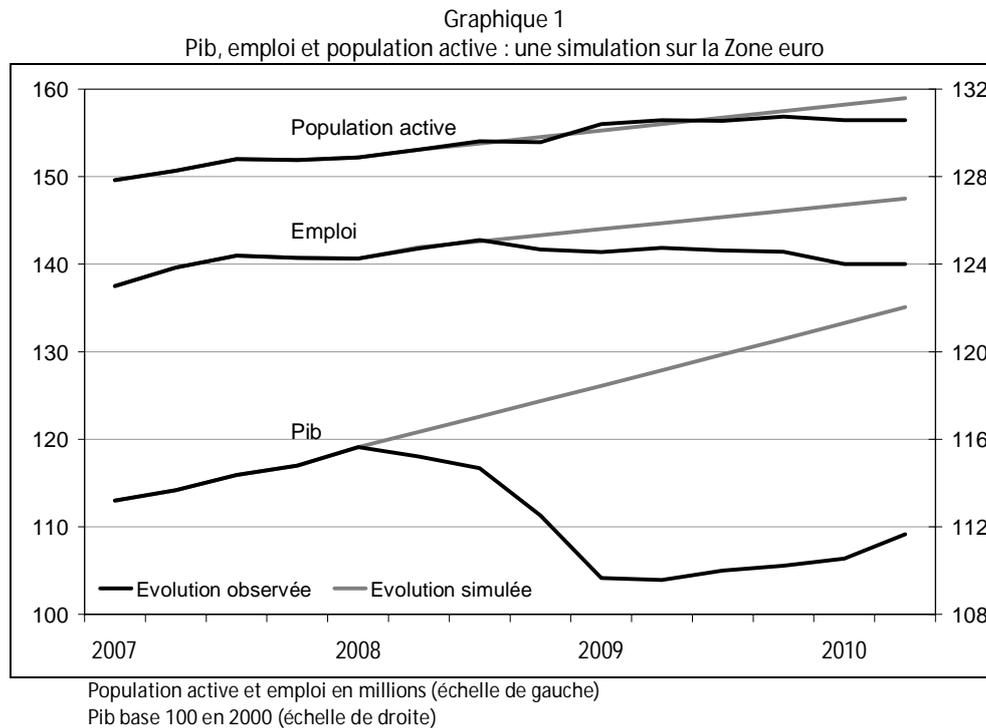
Les hypothèses du scénario

La simulation repose sur les hypothèses suivantes :

Pib : prolongation du taux de croissance moyen d'avant-crise ;

Emploi : prolongation du taux de croissance moyen de la productivité d'avant-crise ;

Population active : prolongation de l'évolution avant-crise du taux d'activité, c'est-à-dire le rapport entre population active et population totale.



La comparaison entre le scénario « sans crise » et la réalité est illustrée par le graphique 1. Que montre cet exercice ?

1/ Le décrochage du Pib par rapport à sa tendance antérieure est important : 8,4 % au deuxième trimestre 2010. A cette date, il a tout juste retrouvé son rythme de croissance d'avant-crise, mais, même un retour à la tendance antérieure ne suffira pas à combler l'écart.

2/ Les effectifs employés se sont stabilisés au deuxième trimestre 2010, mais ils restent inférieurs de 2,8 millions par rapport au niveau d'avant-crise (troisième trimestre 2008) et, là encore, ce déficit d'emplois prendra beaucoup de temps pour être comblé. Mais pour mesurer l'impact de la crise sur l'emploi, il faut en réalité comparer le niveau de l'emploi actuel au niveau virtuel qu'il aurait atteint sans la crise : la différence est alors de 7,5 millions, soit presque trois fois plus.

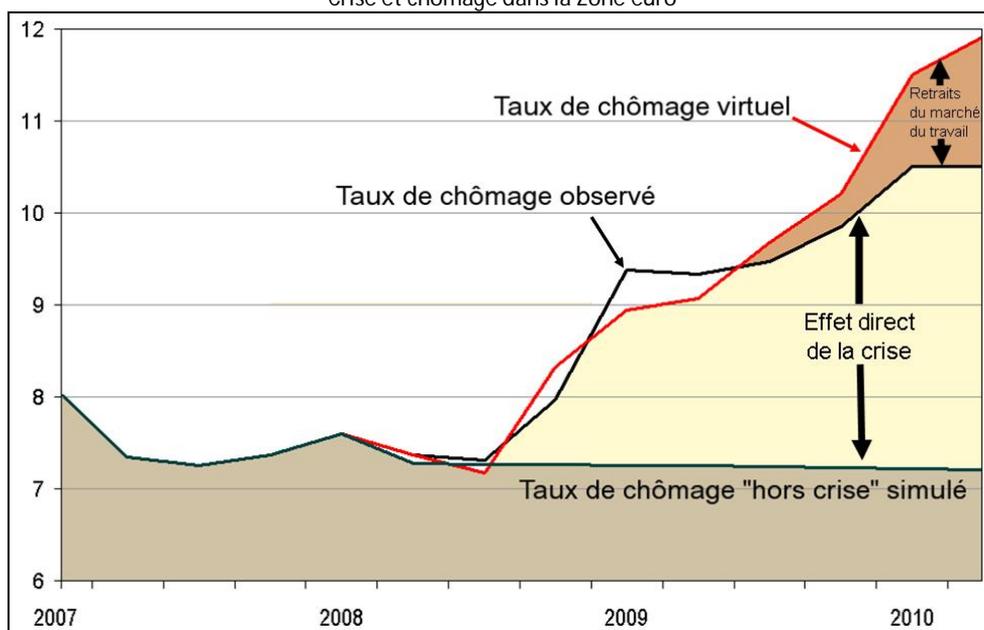
3/ La population active stagne depuis l'entrée en crise, alors qu'elle augmentait régulièrement auparavant.

Ce dernier point est important : il signifie qu'une fraction de la population s'est retirée du marché du travail, qui n'est plus enregistrée, ni au chômage ni en emploi. Du coup, le taux de chômage observé sous-estime la dégradation du marché du travail, en partie masquée par ce phénomène.

Le taux de chômage est aujourd'hui de 10,5 % dans la zone euro (quand on le mesure directement à partir de l'emploi et de la population active). Sans les retraits du marché du travail, il serait de 12 %. Si l'on raisonne par rapport au taux de chômage « hors crise », le bilan est alors le suivant (en chiffres arrondis) :

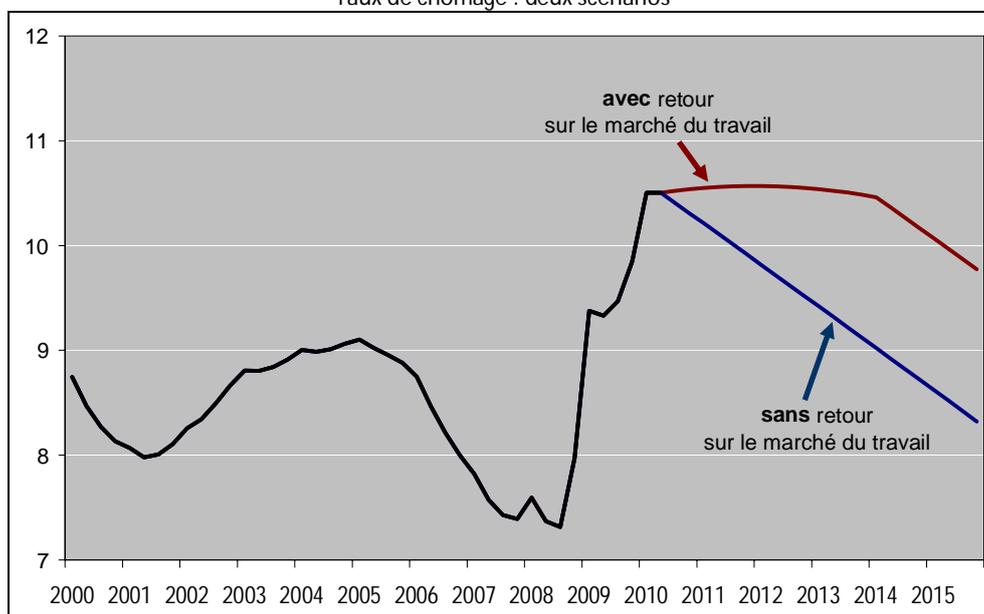
- l'effet direct de la crise a fait augmenter le chômage de 3 points ;
- les retraits du marché du travail équivalent à 1,5 point supplémentaire.

Graphique 2
Crise et chômage dans la Zone euro



On peut se risquer à un exercice prospectif en prolongeant jusqu'en 2015 les tendances d'avant-crise. Avec ces hypothèses plutôt optimistes, le taux de chômage baisse, mais à une vitesse inférieure à celle de sa montée pendant la crise. Au bout de 5 ans, le taux de chômage serait encore supérieur d'un point à son niveau d'avant-crise (graphique 3). Ce scénario suppose que les personnes qui se sont retirées du marché du travail ne cherchent pas à y revenir. Si l'on fait au contraire l'hypothèse d'un retour progressif, alors le taux de chômage stagne à son niveau actuel et ne commence à baisser qu'à partir du moment où le marché du travail a « épongé » ce mouvement de retour de personnes que la crise avait découragées.

Graphique 3
Taux de chômage : deux scénarios



Conclusion (pessimiste) : sans inflexion des mécanismes économiques actuels, le taux de chômage restera probablement incrusté à un niveau élevé et s'il baisse, ce sera « grâce » à la mise à distance durable du marché du travail la partie de la population qui en a été expulsée par la crise.